



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the *Privacy Act* 2023-2024

Rapport annuel concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* 2023-2024



Canada 

ISSN 2563-3104

Key title: Annual report on the *Privacy Act* 2023-2024 (Canada Energy Regulator)
[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* 2023-2024

© His Majesty the King in Right of Canada as represented by the Canada Energy Regulator 2024

GoC Cat. NE2-26/2-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact :
Canada Energy Regulator
517 Tenth Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Fax: 403-292-5503
Phone: 403-292-4800
1-800-899-1265
Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN 2563-3104

Titre-clé : Rapport annuel 2023-2024 concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Variante du titre : Annual report on the *Privacy Act* 2023-2024

© Sa Majesté le Roi de droit du Canada représenté par la Régie de l'énergie du Canada 2024

GC, cat. NE2-26/2-PDF

Le rapport est publié dans les deux langues officielles, sur supports multiples. Il est possible d'en obtenir un exemplaire sur demande.

Renseignements :
Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503
Téléphone : 403-292-4800
1-800-899-1265
Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Privacy Act* 2023-2024

Rapport annuel concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* 2023-2024

About the Canada Energy Regulator

The Canadian Energy Regulator regulates interprovincial and international pipelines and powerlines, offshore renewable energy projects, oil and natural gas operations in frontier areas, and energy trade. The Canadian Energy Regulator's mission is regulating infrastructure in a way that prevents harm and ensures the safe, reliable, competitive and environmentally sustainable delivery of energy to Canada and the world. We recognize and respect the inherent and constitutionally protected rights of First Nations, Inuit and Métis. We provide energy information and analysis that informs and supports Canada's transition towards a net zero future. The Minister of Energy and Natural Resources is responsible for this organization.

For more information about the CER please visit our [website](#).

À propos de la Régie de l'énergie du Canada

La Régie de l'énergie du Canada régleme les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières ou gazières sur les terres domaniales et le commerce de l'énergie. Sa mission consiste à assurer une réglementation pour prévenir les préjudices et s'assurer que l'énergie est acheminée de manière sécuritaire, fiable, concurrentielle et durable sur le plan de l'environnement partout au Canada et ailleurs dans le monde. La Régie reconnaît et respecte les droits inhérents et protégés par la Constitution des Premières Nations, des Inuit et des Métis. Elle fournit de l'information et des analyses pertinentes en matière d'énergie pour expliquer et soutenir la transition du Canada vers un avenir carboneutre. Elle relève du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Pour un complément d'information sur la Régie, consultez son [site Web](#)

The Privacy Act

The Privacy Act (the Act) gives individuals the right of access to information about themselves held by the federal government, with certain specific and limited exceptions. The Act protects an individual's privacy by setting out provisions related to the collection, retention, use and disclosure of personal information.

In accordance with section 72 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 72 of the Act. This report describes how the Canada Energy Regulator (CER) fulfilled its privacy responsibilities during the fiscal year 2023-24.

Organizational Structure

Privacy requests at the CER are processed by the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, which is part of the Open Government Team. The Open Government Team reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, who is the primary delegated ATIP Coordinator. As of the end of 2023-24, the CER had four full-time ATIP Officers who allocated their time to activities related to the Act.

Loi sur la Protection des renseignements personnels

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la « Loi ») accorde au public canadien un droit d'accès aux renseignements détenus par le gouvernement fédéral à leur sujet, sous réserve de certaines exceptions particulières. La Loi protège les renseignements personnels au moyen de dispositions concernant la collecte, la conservation, l'utilisation et la communication de ceux-ci.

Conformément à l'article 72 de la Loi, le responsable de chaque institution fédérale établit chaque année un rapport sur l'administration de la Loi après la clôture de chaque exercice. Ces rapports annuels sont déposés devant le Parlement aux termes de ce même article. Le présent rapport décrit comment la Régie de l'énergie du Canada s'est acquittée de ses responsabilités en matière de protection des renseignements personnels durant l'exercice 2023-2024.

Structure organisationnelle

Les demandes de communication de renseignements personnels présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP »), qui est rattaché à l'équipe du gouvernement ouvert. Ce bureau relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, agissant à titre de coordonnateur principal délégué de l'AIPRP. À la fin de l'exercice 2023-24, quatre agents d'AIPRP à temps plein de la Régie se consacraient aux activités reliées à la Loi.

Privacy requests are received primarily through two channels; e-mail and the ATIP Online Request Service (AORT). Requests are also occasionally received through the mail. Requests received through the mail are logged into the CER's records management system by the Records Management team and then forwarded to the ATIP Office.

The CER was not party to any service agreements under section 73.1 of the *Privacy Act* during the reporting period.

Delegation Order

The CER Act designates the CER Chief Executive Officer (CEO) with the authority to exercise the powers, duties, and functions of the Act. The CEO has historically subdelegated this authority. The ATIP team reports to the VP Data and Information Management to whom the CER CEO's authority under the Act has been delegated.

Les demandes de communication de renseignements personnels sont le plus souvent transmises à la Régie par courriel et par l'entremise du service en ligne prévu à cette fin. À l'occasion, des demandes lui parviennent aussi par la poste. Dans de tels cas, elles sont entrées dans son système de gestion des dossiers par la section responsable au sein de l'équipe de la gestion des données et de l'information, avant d'être acheminées au bureau de l'AIPRP.

La Régie n'était partie à aucune entente de services aux termes de l'article 73.1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

La *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* confère à la présidente-directrice générale l'autorité nécessaire pour exercer les pouvoirs et les attributions prévus dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De tout temps, la présidente-directrice générale a délégué ces pouvoirs. L'équipe de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, à qui sont délégués les pouvoirs de la présidente-directrice générale en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

The delegation changed from the previous reporting year. Under the current order, four Executive positions have been delegated full authority under the Act. They are the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), the VP, People and Workforce, VP Secretary of the Commission and VP Communications and Engagement (alternate ATIP Coordinators). The Director of Open Government has also been delegated full authority (last resort ATIP Coordinator). The Group Leader ATIP has limited authorization under section 9. From an operational standpoint, granting these authorities to six individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See annex B for a copy of the delegation orders.

Performance 2023-2024

In 2023-2024, the CER received four new requests under the Act and carried forward two outstanding requests from the previous reporting period.

La délégation des pouvoirs a changé par rapport à l'exercice précédent. Aux termes de l'ordonnance actuellement en vigueur, les pouvoirs conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* ont été délégués à quatre cadres supérieurs, soit le vice-président de la gestion des données et de l'information (coordonnateur principal de l'AIPRP), la vice-présidente du soutien au personnel et aux effectifs, la vice-présidente et secrétaire de la Commission et la vice-présidente des communications et de la mobilisation (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). La directrice du gouvernement ouvert s'est également vu conférer de pleins pouvoirs à titre de coordonnatrice de dernier recours de l'AIPRP. Le chef du groupe de l'AIPRP possède un pouvoir d'autorisation limité en vertu de l'article 9. Sur le plan opérationnel, la délégation des pouvoirs à six personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

Une copie des ordonnances de délégation se trouve à l'annexe B.

Rendement pour 2023-2024

En 2023-2024, la Régie a reçu quatre nouvelles demandes au titre de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et a reporté deux demandes de la période précédente.

Of the five closed requests to which responses were given during this period, three requests or 60% were completed within the legislated 30-day timeline. The two remaining requests were completed within 180 days and 365 days respectively, and both files required extensions due to the large volume of documents requested.

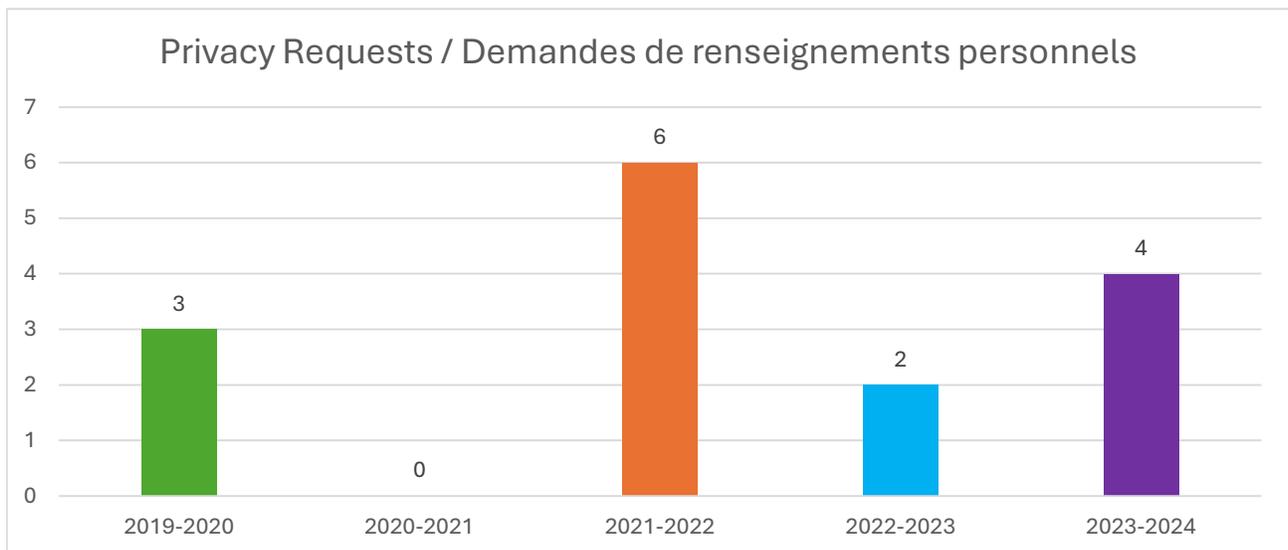
Des cinq demandes fermées pour lesquelles des réponses ont été données pendant la période, trois (60%) ont été traitées dans le délai de 30 jours prescrit par la Loi. Les deux demandes restantes ont été traitées dans un délai respectif de 180 jours et 365 jours, et les deux dossiers ont nécessité des prolongations en raison du grand volume de documents demandés.

As of the last day of the reporting period, one request remains outstanding from the 2023-24 fiscal year still within legislated timelines.

Au dernier jour de la période de référence, une demande restait en suspens pour l'exercice 2023-2024, toujours dans les délais prévus par la Loi.

Over the last five years the CER has received very few privacy requests. The five requests that were closed this fiscal year resulted in 2460 pages being processed and 574 pages being released.

Au cours des dernières cinq ans, la Régie a reçu très peu de demandes de communication de renseignements personnels. Les cinq demandes fermées au cours du présent exercice ont donné lieu au traitement de 2460 pages et à la communication de 574 pages.



The CER did not receive any consultations from other institutions or organizations.

During 2023-24, the CER ATIP Office incurred \$40,000.00 in salary costs to administer the Act.

In 2023-24, the CER closed five privacy requests. Of the requests closed during the reporting period, records for 40% were all disclosed and 60% were disclosed in part.

During 2023-24 processing times continued to be hindered by outdated ATIP redaction and case management software. The ATIPXpress software is scheduled to be in place in 2024-25. The new software will improve processing times.

See annex A for further statistical information.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2023-24, the ATIP Office delivered targeted training which included onboarding new employees and providing annual refresher training to staff and Offices of Primary Interest.

La Régie n'a reçu aucune demande de consultation d'autres institutions ou organisations.

Au cours de 2023-2024, le bureau de l'AIPRP de la Régie a engagé des coûts de 40 000 \$ en salaires pour l'administration de la Loi.

Durant l'exercice 2023-2024, la Régie a fermé cinq dossiers. Parmi les demandes fermées au cours de la période de référence, 40 % des dossiers ont été entièrement divulgués et 60 % ont été divulgués en partie.

Au cours de l'exercice 2023-2024, les délais de traitement ont continué d'être ralentis par des logiciels obsolète rédaction et de gestion des cas de l'AIPRP. Le nouveau logiciel dont la Régie a récemment fait l'acquisition, ATIPXpress, est censé être entièrement fonctionnel durant l'exercice 2024-2025. Ce logiciel permettra de réduire les délais de traitement.

Pour plus de statistiques, veuillez consulter l'annexe A.

Formation et sensibilisation

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue de porter un intérêt particulier à la formation. En 2023-2024, il a fourni une formation ciblée dans le cadre de ses activités d'accueil et d'intégration des nouveaux employés et une formation de recyclage annuelle à son personnel et à celui du bureau de première responsabilité.

During 2023-24, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – COR502 course offered by the Canada School of Public Service (CSPS). During this reporting period, 44 CER employees and contractors registered for the course with all completing it successfully.

Training also focused heavily on employees' obligations under the *Privacy Act* with respect to protection of personal information. There was a decrease in privacy breaches due in part to training and efforts to increase awareness board wide.

In this regard, the CER also reviewed its internal privacy breach procedures and practices to ensure CER staff are aware of their obligations in the event of a privacy breach. The CER uses Treasury Board of Canada Secretariat' privacy breach management procedures and available suite of tools to assist in managing breaches.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate dashboard, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat of Canada policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

Durant la période, la Régie a continué d'exiger que tous ses employés et entrepreneurs suivent un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (COR502), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Ainsi, 44 employés et entrepreneurs de la Régie se sont inscrits à ce cours, qu'ils ont tous réussi.

La formation était également fortement axée sur les obligations des employés en vertu de la Loi en ce qui concerne la protection des renseignements personnels. Il y a eu une diminution des atteintes à la vie privée, en partie grâce à la formation et aux efforts de sensibilisation à l'échelle du conseil.

À cet égard, la Régie a aussi revu ses méthodes et ses pratiques internes pour s'assurer que son personnel connaît bien ses obligations lorsqu'il y a atteinte à la vie privée. Elle a adopté les procédures de gestion des atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et utilise les outils à sa disposition pour ce faire.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation du programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et rendus accessibles dans son portail des processus, où on trouve aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

The CER continued to examine its ATIP Program and all procedures to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

La Régie a poursuivi l'examen de ses programmes et de toutes ses procédures d'AIPRP dans l'optique de les améliorer et de relever les occasions d'accroître son efficacité dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

Initiatives and Projects to Improve Privacy

Initiatives et projets visant à améliorer la protection de la vie privée

During 2023–24, active participation on the departmental Change Advisory Review Board by the Director of Open Government has increased awareness of Privacy Impact Assessments and their purpose.

En 2023-2024, la participation active du Directeur du gouvernement ouvert au Comité consultatif ministériel d'examen des changements a accru la sensibilisation aux évaluations des facteurs relatifs à la vie privée et à leur objectif.

The software ATIPXpress has been acquired and is scheduled to be in place in 2024-25, to improve processing times and take advantage of de-duplication capabilities.

Le logiciel ATIPXpress a été acquis et devrait être mis en place en 2024-25, pour améliorer les délais de traitement et tirer parti des capacités de déduplication.

The CER initiated a project to advance Indigenous reconciliation, which led to the implementation of a new procedure for safeguarding and returning Indigenous knowledge within historical transcripts.

La Régie a lancé un projet visant à faire progresser la réconciliation autochtone, qui a mené à la mise en œuvre d'une nouvelle procédure de sauvegarde et de restitution des savoirs autochtones au sein des transcriptions historiques.

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2023–24, there were no new complaints registered with the Office of the Privacy Commissioner. As always, the CER will continue to work closely with the Office of the Privacy Commissioner to resolve any complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2023–24.

Monitoring Compliance

For requests received in 2023-24, the CER achieved a completion rate of 60%. The CER processed a total of 2460 pages and disclosed 574 pages to requesters.

The Director Open Government meets weekly with the ATIP Team for full case reviews. This includes discussions regarding technical issues, status/progress updates and the timeliness of processing requests.

These findings are regularly communicated through the Director of Open Government to the ATIP Coordinator.

Résumé des principaux enjeux et des mesures prises à la suite de plaintes

Durant l'exercice 2023-2024, aucune nouvelle plainte n'a été déposée au Commissariat à la protection de la vie privée. La Régie continuera à travailler de près avec le Commissariat afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada durant l'exercice 2023-2024.

Surveillance de la conformité

Pour les demandes reçues au cours de l'exercice 2023-2024, la Régie a atteint un taux de réalisation de 60 %. Elle a examiné 2460 pages au total et en a communiquées 574 aux demandeurs.

Le directeur du gouvernement ouvert rencontre chaque semaine l'équipe des agents de l'AIPRP pour passer en revue tous les dossiers. Ces rencontres donnent lieu à des discussions sur des questions techniques, des mises à jour sur l'état d'avancement et la rapidité de traitement des demandes.

Les constats qui s'en dégagent sont communiqués régulièrement au coordonnateur de l'AIPRP par l'entremise du directeur du gouvernement ouvert.

All requests are tracked in a central repository and are reviewed and updated weekly.

Monthly statistical reports are provided from the ATIP Group Leader to the Director of Open Government responsible for the oversight of the ATIP program.

Material Privacy Breaches

There was one privacy breach investigation completed by the CER's ATIP Office during 2023-24. The incident involved an email containing personal information sent to a wrong address. It was determined to be non-material breach. A notice of impact was sent to the individual and shared with the Office of the Privacy Commissioner.

The ATIP Office applied the Treasury Board Secretariat of Canada's privacy breach management procedures and worked with the relevant Office of Primary Interest and ATIP Coordinator to identify and implement administrative measures to mitigate the potential for future incidents. This has helped the CER improve its handling and classification of personal information, as well as its information management practices.

Toutes les demandes font l'objet d'un suivi dans un dépôt central et sont examinées et actualisées toutes les semaines.

Des rapports statistiques mensuels sont remis par le chef de groupe de l'AIPRP au directeur du gouvernement ouvert responsable de la surveillance du programme d'AIPRP.

Atteintes importantes à la vie privée

Au cours de l'exercice 2023-2024, le bureau de l'AIPRP de la Régie a mené une enquête, qui a révélé une atteinte à la vie privée. L'incident avait trait à un courriel contenant des renseignements personnels envoyé à la mauvaise adresse. L'incident a été considéré comme une atteinte mineure. Un avis d'impact a été envoyé à la personne et partagé avec le Commissariat à la protection de la vie privée.

Le bureau de l'AIPRP a appliqué la procédure de gestion des atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Il a en outre collaboré avec le bureau de première responsabilité et le coordonnateur de l'AIPRP pour relever et mettre en œuvre des mesures administratives visant à atténuer le risque que d'autres incidents se produisent. Les incidents ont aidé la Régie à améliorer la manipulation et la classification des renseignements personnels, de même que ses pratiques de gestion de l'information.

Privacy Impact Assessments

During the 2023-24 reporting period, no privacy impact assessments were completed.

The CER posts summaries of completed privacy impact assessments on the web and forwards copies of completed assessment reports to the Office of the Privacy Commissioner, [Privacy Impact Assessment Summaries](#).

Public Interest Disclosures

The CER did not disclose any personal information under paragraphs 8(2)(e) or (m) of the *Privacy Act*.

Évaluations d'impact liées aux renseignements personnels

Pendant l'exercice 2023-2024, aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a été effectuée.

La Régie publie des résumés des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée terminées le Web et transmet des copies de ses rapports d'évaluation au Commissariat à la protection de la vie privée, [Sommaires des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée](#).

Communications dans l'intérêt public

Aucun renseignement personnel n'a été communiqué en application de l'alinéa 8(2)e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Annex A Statistical Information

Annexe A Renseignements statistiques

Section 3: Requests Closed During the Reporting Period

3.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	1	1	0	0	0	0	0	2
Disclosed in part	0	1	0	0	1	0	1	3
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	2	0	0	1	0	1	5

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	3
19(1)(f)	0	22.1	0	27	1
20	1	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
0	5	0	0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper, e-record and dataset format:

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
2460	574	5

3.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper, e-record and dataset formats by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	2	36	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	2	444	0	0	1	1980	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	36	2	444	0	0	1	1980	0	0

3.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	3	1	1	5
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	3	1	1	5

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	3
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	60

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
2	2	0	0	0

3.7.2 Request closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	1	1
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	1	1
Total	0	2	2

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Disclosures Under Subsections 8(2) and 8(5)

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Subsection 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5: Requests for Correction of Personal Information and Notations

Disposition for Correction Requests Received	Number
Notations attached	0
Requests for correction accepted	0
Total	0

Section 6: Extensions

6.1 Reasons for extensions

Number of extensions taken	Further review required to determine exemptions	15(a)(i) Interference with operations			15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
		Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet ConfidenceSection (Section 70)	External	Internal	
2	0	2	0	0	0	0	0	0

6.2 Length of extensions

Length of Extensions	Further review required to determine exemptions	15(a)(i) Interference with operations			15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
		Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet ConfidenceSection (Section 70)	External	Internal	
1 to 15 days	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30 days	0	2	0	0	0	0	0	0
31 days or greater	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	2	0	0	0	0	0	0

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over within negotiated timelines	0	0	0	0
Carried over beyond negotiated timelines	0	0	0	0

7.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

7.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations outside the Government of Canada

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
1	0	0	0	1

Section 10: Privacy Impact Assessments (PIAs) and Personal Information Banks (PIBs)

10.1 Privacy Impact Assessments

Number of PIAs completed	0
Number of PIAs modified	0

10.2 Institution-specific and Central Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
Institution-specific	2	0	0	0
Central	43	0	0	0
Total	45	0	0	0

Section 11: Privacy Breaches**11.1 Material Privacy Breaches reported**

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

11.2 Non-Material Privacy Breaches

Number of non-material privacy breaches	1
---	---

Section 12: Resources Related to the Privacy Act**12.1 Allocated Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$40,000
Overtime		\$0
Goods and Services		\$10,198
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$10,198	
Total		\$50,198

12.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.500
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.500

Note: Enter values to three decimal places.

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	1	1	0	0	0	0	0	2
Communication partielle	0	1	0	0	1	0	1	3
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	2	0	0	1	0	1	5

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	3
19(1)f)	0	22.1	0	27	1
20	1	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

3.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	5	0	0	0	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
2460	574	5

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	0	Pages traitées
Communication totale	2	36	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	2	444	0	0	1	1980	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	36	2	444	0	0	1	1980	0	0

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	3	1	1	5
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	3	1	1	5

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	3
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	60

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
2	2	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	1	1
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	1	1
Total	0	2	2

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

Nombre de prorogations prises	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
2	0	2	0	0	0	0	0	0

6.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	2	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours								0
Total	0	2	0	0	0	0	0	0

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

7.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
1	0	0	0	1

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)**10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée**

Nombre d'ÉFVP terminées	0
Nombre d'ÉFVP modifiées	0

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
Spécifiques à l'institution	2	0	0	0
Centraux	43	0	0	0
Total	45	0	0	0

Section 11 – Atteintes à la vie privée**11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée**

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles	1
---	---

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels**12.1 Coûts répartis**

Dépenses	Montant
Salaires	\$40,000
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$10,198
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$10,198
Total	\$50,198

12.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.500
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.500

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.



Supplemental Statistical Report on the Access to Information Act and the Privacy Act

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 2023-04-01 to 2024-03-31

Section 1: Open Requests and Complaints Under the Access to Information Act

1.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Total
Received in 2023-24	29	1	30
Received in 2022-23	0	1	1
Received in 2021-22	0	1	1
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	2	2
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16	0	0	0
Received in 2014-15 or earlier	0	0	0
Total	29	5	34

1.2 Enter the number of open complaints with the Information Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2023-24	1
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16	0
Received in 2014-15 or earlier	0
Total	1

Section 2: Open Requests and Complaints Under the *Privacy Act*

2.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Total
Received in 2023-24	1	0	1
Received in 2022-23	0	0	0
Received in 2021-22	0	0	0
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	0	0
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16	0	0	0
Received in 2014-15 or earlier	0	0	0
Total	1	0	1

2.2 Enter the number of open complaints with the Privacy Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2023-24	0
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16	0
Received in 2014-15 or earlier	0
Total	0

Section 3: Social Insurance Number

Has your institution begun a new collection or a new consistent use of the SIN in 2023-24?	No
--	----

Section 4: Universal Access under the Privacy Act

How many requests were received from foreign nationals outside of Canada in 2023-24?	0
--	---



Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 2023-04-01 au 2024-03-31

Section 1 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024	Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2024	Total
Reçues en 2023-2024	29	1	30
Reçues en 2022-2023	0	1	1
Reçues en 2021-2022	0	1	1
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	2	2
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0	0	0
Total	29	5	34

1.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2023-2024	1
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0
Total	1

Section 2 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Total
Reçues en 2023-2024	1	0	1
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0	0	0
Total	1	0	1

2.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2023-2024	0
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0
Total	0

Section 3: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2023-2024?	Non
--	-----

Section 4: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2023-2024?	0
---	---

Annex B Delegation Order

Annexe B Ordonnance de délégation



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Delegation of Authority pursuant to
the *Access to Information Act*
and the *Privacy Act***

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 1st day of April 2022.

Gitane De Silva
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, System Operations	Full authority	Full authority
Executive Vice-President, People, Innovation, and Results	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	None
Group Leader, ATIP	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	None



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Délégation des pouvoirs en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 1 avril 2022.

Gitane De Silva
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, des activités systémiques	Autorité absolue	Autorité absolue
Premier vice-président du personnel, de l'innovation, et des résultats	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Gouvernement ouvert	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Aucun
Chef de groupe, gestion des données et de l'information	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Aucun



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 31st day of July 2023.

Tracy Sletto
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, People and Workforce	Full authority	Full authority
Vice-President, Secretary of the Commission	Full authority	Full authority
Vice-President, Communications and Engagement	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Full authority	Full authority
Group Leader, ATIP	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	Section 15 of the PA



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 31 juillet 2023.

Tracy Sletto
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, personnel et de soutien aux effectifs	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président et secrétaire de la Commission	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, communications et de la mobilisation	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Gouvernement ouvert	Autorité absolue	Autorité absolue
Chef de groupe, gestion des données et de l'information	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Section 15 de LPRP